



SRFB · KBBM

SOCIETE ROYALE FORESTIERE DE BELGIQUE, ASBL
KONINKLIJKE BELGISCHE BOSBOUWMAATSCHAPPIJ, VZW
Nederlandse versie aan het einde van document

Numéro d'entreprise : 0408 558 654

MODIFICATION DES STATUTS VOTÉES LORS DE L'ASSEMBLÉ GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 30 SEPTEMBRE 2020

Dénomination et Siège

Article 1

L'association est dénommée : Société Royale Forestière de Belgique - Koninklijke Belgische Bosbouwmaatschappij - Königliche Forstverein Belgiens, association sans but lucratif, en abrégé SRFB - KBBM - KFDN ou, également, "La Forestière", "De Bosbouwmaatschappij", "Der Forstverein", chacune de ces appellations pouvant être utilisée ensemble ou séparément. Son siège social est situé en Région de Bruxelles Capitale. Il peut être transféré en tout autre endroit en Belgique. Toute modification du siège social doit être publiée aux annexes du Moniteur Belge.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents mentionnent la dénomination de l'association, précédée ou suivie immédiatement des mots "association sans but lucratif" ou du sigle "ASBL" - "VZW" - "VOG", ainsi que l'adresse du siège de l'association.

Objet-but

Article 2

L'association a pour but de défendre et de promouvoir les intérêts de la forêt, de la sylviculture et de la nature en général. Elle poursuit ce but en tenant compte des intérêts des propriétaires tant publics que privés de ces espaces. Elle promeut une sylviculture de qualité, prenant en compte les aspects économiques, environnementaux, climatiques et sociaux et privilégiant l'aspect durable de la gestion. Elle assure l'information technique forestière, la formation et la vulgarisation au service de tous les utilisateurs de la forêt qu'ils soient propriétaires, exploitants, gestionnaires ou tout simplement intéressés par la forêt.

À ces fins, l'association suit les évolutions scientifiques et techniques de la science sylvicole, tant au niveau national qu'international. Elle œuvre à faire connaître, apprécier et aimer les forêts et les arbres qui constituent une des principales richesses renouvelables du pays. Elle est un lieu de rencontre entre les administrations forestières, les milieux académiques et scientifiques, les propriétaires publics et privés ainsi que toute personne ou organisation intéressée par la forêt, le bois et le rôle sociétal que jouent la forêt et les milieux naturels.

Elle peut donner des avis techniques dans les domaines de sa compétence.

Membres

Article 3

L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents. Le nombre minimum des membres effectifs est fixé à neuf. Des personnes morales peuvent être membres de l'association.

Membres effectifs :

Peuvent être membres effectifs :

- Les propriétaires privés en ordre de cotisation, membres ou non des associations régionales de propriétaires : "Propriétaires Ruraux de Wallonie - Nature, Terres et Forêts (NTF)" et "Landelijk Vlaanderen (LVI)" ;

- Toute association ou personne intéressée par la forêt et en ordre de cotisation, notamment (suivant leur dénomination actuelle) :

- Les Administrations forestières régionales : « Département Nature et Forêt (DNF) », « Agentschap voor Natuur en Bos (ANB) », « Bruxelles Environnement (BE) » ... ;
- Les institutions scientifiques : "Université Catholique de Louvain (UCLouvain)", "Université de Liège Agrobiotech (ULiège)", "Université Libre de Bruxelles (ULB)", "Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven)", "Vrije Universiteit Brussel (VUB)", "Gent Universiteit (UGent)", "Instituut voor Natuur en Bos (INBO)"... ;
- Les représentants de la "Filière Bois" : "Confédération Belge du Bois", "Fédération Nationale des Experts Forestiers (FNEF)", Coopératives forestières, Pépiniéristes... ;
- Les personnes publiques propriétaires : Provinces, Communes... ;
- Des associations ou personnes non-propriétaires : étudiants, travailleurs forestiers, scientifiques, enseignants, membres des administrations forestières et de gestion de la nature et toutes personnes intéressées par la forêt.

Parmi les membres effectifs, le Conseil d'Administration peut nommer des membres d'honneur.

Membres adhérents :

Peuvent être membres adhérents les personnes, organismes ou associations, qui le demandent ; ils doivent être agréés par le Conseil d'Administration qui définit les services dont ils bénéficient.

Les membres adhérents n'ont pas le droit de vote à l'Assemblée Générale

La qualité de membre effectif et adhérent de l'association implique de plein droit l'adhésion aux présents statuts et aux règlements d'ordre intérieur s'ils existent.

Article 4

Le Conseil d'Administration décide souverainement de l'agrément d'un nouveau membre ; il n'a pas à justifier d'un refus éventuel.

Article 5

La démission d'un membre effectif ou adhérent est notifiée au par courrier au Conseil d'Administration. Est réputé démissionnaire le membre qui est en défaut de payer la cotisation annuelle dans les deux mois qui suivent l'appel à paiement.

Article 6

Sur proposition du Conseil d'Administration statuant à la majorité, l'Assemblée générale peut décider d'exclure un membre à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, conformément à la loi. Les membres effectifs et adhérents démissionnaires ou exclus n'ont, de même que leurs ayants droit, aucun droit à faire valoir sur l'avois social. Il en va de même pour les ayants droit des membres décédés.

Article 7

Le Conseil d'Administration tient un registre des membres selon les règles définies par le Code des sociétés et associations qui en définissent les conditions de consultation.

Cotisations

Article 8

Les cotisations sont payables annuellement par anticipation. Le maximum en est fixé, en référence à l'indice des prix à la consommation de décembre 2019 (indice de base), à :

- pour les membres effectifs : dix mille euros par an
- pour les membres adhérents: deux cents euros par an.

Les montants des différentes cotisations sont fixés en tenant compte de la superficie des propriétés rurales des membres, des services choisis, du statut de la propriété et/ou en fonction de la nature de l'activité qui y est exercée.

Le Conseil d'Administration décide souverainement du montant des cotisations dans le cadre ci-dessus défini. Il peut, aux conditions qu'il détermine, mandater les ASBL régionales "Propriétaires Ruraux de Wallonie - Nature, Terres et Forêts" ASBL (NTF) et "Landelijk Vlaanderen" VZW (LVI), pour percevoir les cotisations de ses membres.

L'ASBL peut recevoir des libéralités entre vifs ou testamentaires dans les conditions fixées par la loi.

Assemblée Générale

Article 9

L'Assemblée Générale est composée de tous les membres effectifs.

L'Assemblée Générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence :

1. La modification des statuts
2. La nomination et la révocation des administrateurs
3. Le cas échéant, la nomination de commissaires
4. L'approbation des budgets et comptes
5. La décharge à octroyer aux administrateurs et le cas échéant aux commissaires
6. La dissolution de l'association
7. L'exclusion de membres
8. La transformation de l'association en société à finalité sociale.
9. Effectuer ou accepter l'apport gratuit d'une universalité

Article 10

L'association se réunit obligatoirement chaque année en Assemblée Générale ordinaire dans le courant du premier semestre, l'exercice social se clôturant le 31 décembre.

L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration par lettre ordinaire, par la voie du bulletin de l'association ou par envoi électronique avec confirmation de réception, adressée au moins 15 jours avant l'assemblée et signée par le Secrétaire du Conseil au nom du Conseil d'Administration. L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour, pour autant qu'elle soit reçue avant l'envoi de la convocation. Le Conseil peut convoquer l'Assemblée Générale toutes les fois qu'il le juge utile.

Article 11

Les membres effectifs pourront se faire représenter aux assemblées générales par un autre membre effectif muni d'une procuration signée par le mandant, envoyée ou remise au Conseil d'Administration à l'adresse du siège social, 8 jours au moins avant la date de l'assemblée générale. Nul ne peut représenter plus de deux membres, en plus de lui-même.

Article 12

Sans préjudice à la publication au Moniteur Belge quand elle est imposée par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres par la voie du Bulletin ou à l'aide de circulaires. Le Conseil d'Administration en donne connaissance aux tiers intéressés dans la mesure de leur intérêt légitime.

Article 13

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration et à défaut par un Vice-Président ou l'administrateur présent le plus âgé.

Article 14

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. Les votes blancs ou nuls ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de partage des voix, celle du Président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications statutaires que si les modifications proposées sont indiquées avec précision dans la convocation et si au moins deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une seconde convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera et statuera valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée.

Article 15

Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre. Toute modification aux statuts est déposée au greffe du Tribunal de Commerce sans délai et publiée aux annexes du Moniteur Belge. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.

Administration

Article 16

L'association est administrée par un Conseil composé de maximum 20 membres, selon décision à prendre par le Conseil d'Administration sans que les modifications du nombre d'administrateurs restant dans ces limites puissent être considérées comme modifications aux statuts. Le nombre d'administrateurs doit en tous cas être inférieur au nombre des personnes membres de l'association.

Le Conseil d'Administration doit être représentatif des différents groupes de membres effectifs énumérés à l'article 3 des présents statuts ; en conséquence, il devra comprendre au maximum :

- 6 administrateurs représentant les propriétaires privés, membres de "Propriétaires Ruraux de Wallonie - Nature, Terres et Forêts", dont au moins 2 représentants de la petite propriété forestière, définie comme étant celle des propriétaires possédant une surface inférieure ou égale à 25 ha au moment de la nomination ;
- 2 administrateurs représentant les propriétaires privés membres de "Landelijk Vlaanderen" dont 1 provenant des Bosgroepen ;
- 3 administrateurs issus des Administrations forestières régionales dont 2 pour l'administration wallonne ou bruxelloise et 1 pour l'administration flamande ;
- 3 administrateurs issus du monde scientifique ou académique, dont 2 francophones et 1 néerlandophone ;
- 3 administrateurs issus de la Filière Bois dont 1 de la "Fédération Nationale des Experts Forestiers" ;
- 1 administrateur représentant les propriétaires ou organismes publics ;
- 2 administrateurs représentant les associations et membres non propriétaires ou propriétaires non membres des associations régionales de propriétaires.

Le Conseil d'Administration formulera des propositions à cet égard. Il pourra en outre proposer la nomination de maximum 2 membres cooptés, hors quota ci-dessus, qui auront les mêmes droits que les autres administrateurs.

En cas de décès ou de démission d'un ou plusieurs administrateurs, les membres restants continuent, en attendant son ou leur remplacement, à former un conseil d'administration ayant les mêmes pouvoirs que si le conseil était au complet.

Article 17

La durée du mandat des administrateurs est fixée à quatre ans, renouvelable une seule fois. L'administrateur est éventuellement rééligible après une vacance de deux ans. Le mandat est gratuit.

En cas de vacance au cours d'un mandat, il ne sera pourvu au remplacement qu'à l'occasion des élections prévues à l'Assemblée Générale ; l'administrateur nommé achève alors le mandat de celui qu'il remplace.

Lorsqu'un administrateur atteint un âge limite fixé par le Conseil d'Administration, il termine son mandat et n'est plus rééligible.

La durée du mandat du Président et des Vice-Présidents est fixée à quatre ans ; ils pourront être réélus pour la même durée. En cas d'interruption de leur mandat, le Conseil choisit parmi ses membres un nouveau Président ou Vice-Président pour la durée du mandat restant.

Le Président et les Vice-Présidents sortants sont rééligibles une fois comme membres du Conseil, sans être soumis à la vacance de 2 ans prévue au premier alinéa.

Article 18

La convocation au Conseil d'Administration est valablement réalisée par voie électronique. Le contenu, les délais de convocation et sa forme sont ceux définis par la loi, les statuts et le règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil d'Administration exerce tous les pouvoirs qui ne sont pas obligatoirement réservés par la loi à l'assemblée générale ou qui ne sont pas expressément dévolus à cette dernière par les statuts.

Il peut notamment :

- a) Transiger, compromettre, acquérir, échanger, vendre tous biens, meubles et immeubles ; hypothéquer des immeubles ou des droits réels immobiliers ; emprunter, conclure des baux de toute durée, accepter ou refuser tous legs, subsides, donations et transferts, renoncer à tous droits réels et à toutes actions résolutoires, conférer tous pouvoirs spéciaux à des mandataires de son choix, membres ou non; fixer leurs traitements et salaires, ester en justice tant en demandant qu'en défendant;
- b) Choisir en son sein le Président du Conseil d'Administration de même que les Vice-Présidents ;
- c) Choisir le Secrétaire du Conseil, le Trésorier et le personnel de tous les services, même en dehors des membres, déterminer leurs attributions, leur conférer des pouvoirs, fixer leurs traitements et rémunérations ;
- d) Arrêter tout règlement d'ordre intérieur et se charger de son application ;
- e) Créer des sections réservant aux membres effectifs, et (ou) aux membres adhérents des avantages et services spéciaux tels que documentation, études et travaux, protection, aides et conseils, etc. Le Conseil peut décider de financer ces avantages et services en faveur des sections ;
- f) Se prononcer sur l'agrément de membres.
- g) Interpréter l'objet social

Il doit soumettre à l'Assemblée Générale l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Article 19

En cas d'empêchement du Président, ses fonctions sont assumées de droit par l'un des Vice-Présidents et à défaut, par le plus âgé des administrateurs, à moins que le Président n'ait désigné lui-même un autre administrateur pour le remplacer en cas d'empêchement des Vice-Présidents.

Article 20

Le Conseil d'Administration peut délibérer valablement si au moins la moitié des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Aucun administrateur ne pourra être porteur de plus de deux procurations. Les votes blancs ou nuls ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul de majorité.

En cas de partage des voix, celle du Président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Les votes et les décisions peuvent être valablement réalisés par voie électronique.

Pour toute opération financière supérieure à la moitié des fonds propres, une majorité des trois quarts est exigée pour son adoption par le Conseil.

Article 21

Les actes qui engagent l'association, autres que ceux de la gestion journalière ou ordinaire, sont signés, à moins d'une délégation spéciale du Conseil, soit par le Président, soit par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers, des pouvoirs donnés à cette fin par le Conseil d'Administration.

Article 22

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont poursuivies à la diligence du Président du Conseil ou de l'administrateur qui le remplace.

Article 23

Tous actes de gestion ordinaire ou journalière sont valablement accomplis par l'administrateur ou même par le tiers que le Conseil peut, sous sa responsabilité, déléguer à cette fin.

Lorsque le Conseil d'Administration est appelé à prendre une décision ou à se prononcer sur une opération relevant de sa compétence à propos de laquelle un administrateur a un intérêt direct ou indirect de nature patrimoniale qui est opposé à l'intérêt de l'association, cet administrateur doit en informer les autres administrateurs avant que l'organe d'administration ne prenne une décision. Sa déclaration et ses explications sur la nature de cet intérêt opposé doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui doit prendre cette décision. Il n'est pas permis au Conseil d'Administration de déléguer cette décision.

L'administrateur ayant un conflit d'intérêts ne peut prendre part aux délibérations du Conseil d'administration concernant ces décisions ou ces opérations, ni prendre part au vote sur ce point. Si la majorité des administrateurs présents ou

représentés a un conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'Assemblée Générale ; en cas d'approbation de la décision ou de l'opération par celle-ci, le Conseil d'Administration peut les exécuter.

Dissolution

Article 24

Hormis le cas de dissolution judiciaire ou de dissolution d'office, la dissolution ne peut être décidée que par l'Assemblée Générale, conformément à la loi et aux présents statuts. L'Assemblée Générale nommera le ou les liquidateurs, elle déterminera leurs compétences ainsi que les conditions de la liquidation.

En cas de dissolution de l'association, l'actif net sera réparti entre les deux ASBL régionales citées à l'article 8, pour autant que leur objet social soit similaire à celui de la Société Royale Forestière de Belgique. La clef de répartition se fera au prorata des surfaces forestières présentes respectivement en Région Wallonne et en Région Flamande, sur base desquelles sont établies les cotisations des membres des trois entités ("Société Royale Forestière de Belgique ASBL", "Propriétaires Ruraux de Wallonie - Nature, Terres et Forêts ASBL" et "Landelijk Vlaanderen VZW").

À défaut, l'actif net sera affecté à une ou plusieurs institutions similaires ou scientifiques, désignées par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

Il ne pourra jamais être décidé, même par voie de modification aux statuts, que l'avoir social soit réparti entre les membres, sauf l'exécution éventuelle de clauses résolutives ou révocatoires ou de retour de biens.

Disposition transitoire :

L'assemblée générale décide, afin de respecter l'article 16 des statuts tel que modifié, que le nombre d'administrateurs sera progressivement ramené à 20. Un délai est donc nécessaire et il est fixé à 8 ans maximum ; dès lors, c'est l'assemblée générale ordinaire de 2025 qui devra faire en sorte que cette disposition des statuts soit effective.

KONINKLIJKE BELGISCHE BOSBOUWMAATSCHAPPIJ VZW

WIJZIGING VAN DE STATUTEN, GOEDGEKEURD OP DE BUITENGEWONE ALGEMENE VERGADERING VAN 30 SEPTEMBER 2020

Ondernemingsnummer: 0408 558 654

Benaming en Zetel

Artikel 1

De naam van de vereniging luidt: Société Royale Forestière de Belgique - Koninklijke Belgische Bosbouwmaatschappij Königliche Forstverein Belgiens, vereniging zonder winstoogmerken afgekort S.R.F.B.-K.B.B.M.-K.F.V.B. – of ook "La Forestière", "De Bosbouwmaatschappij", "Der Forstverein", waarbij elk van deze benamingen samen met de andere of apart gebruikt kan worden. De maatschappelijke zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze kan in om het even welke andere plaats in België overgebracht worden. Elke wijziging van de zetel moet in de bijlagen van het Belgische Staatsblad gepubliceerd worden.

Alle akten, facturen, mededelingen, publicaties en andere documenten vermelden de benaming van de vereniging, onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd door de woorden "vereniging zonder winstoogmerk" of de afkorting "VZW" – "ASBL" – "VOG", evenals het adres van de zetel van de vereniging.

Doel:

Artikel 2

De vereniging heeft tot doel het bos, de bosbouw en de natuur in het algemeen te verdedigen en te bevorderen. Bij het nastreven van dit doel houdt zij rekening met de belangen van de overheids- en private eigenaars van deze zones. Zij bevordert een kwalitatief hoogstaande bosbouw die rekening houdt met de economische, milieu-, klimaat- en sociale aspecten en die duurzaam beheer centraal stelt. Zij zorgt voor het verstrekken van technische informatie over het bos, voor opleiding en vulgarisatie ten dienste van alle gebruikers van het bos, ongeacht of zij eigenaars, bosbouwers of beheerders zijn of gewoon geïnteresseerd zijn in het bos.

Daartoe volgt de vereniging zowel nationaal als internationaal de wetenschappelijke en technische ontwikkelingen van de bosbouwwetenschap op. Zij spant zich in om de bossen en de bomen die een van de belangrijkste hernieuwbare rijkdommen van het land vormen, te leren kennen, waarderen en liefhebben. Zij vormt een trefpunt van bosbeheerders, academische en wetenschappelijke kringen, overheids- en private eigenaars, alsook iedere persoon of organisatie die betrokken is bij het bos, het hout en de maatschappelijke rol van het bos en van het natuurlijke milieu.

Zij kan technische adviezen geven binnen haar vakgebied.

Leden

Artikel 3

De vereniging is samengesteld uit werkende en toetredende leden. Het minimum aantal werkende leden is vastgesteld op negen. Rechtspersonen kunnen lid worden van de vereniging.

Werkende leden:

Kunnen werkende leden zijn:

- De privé-eigenaars die hun bijdrage hebben betaald en al dan niet lid zijn van de gewestelijke verenigingen van eigenaars: «Propriétaires Ruraux de Wallonie - Nature, Terres et Forêts (NTF)» en «Landelijk Vlaanderen (LVI)»;
- Elke vereniging of persoon die geïnteresseerd is in het bos en die de bijdrage heeft betaald, onder meer (volgens hun huidige benaming):
 - De gewestelijke bosbouwadministraties: «Département Nature et Forêt (DNF)», «Agentschap voor Natuur en Bos (ANB)», «Leefmilieu Brussel (LB)»,...;
 - De wetenschappelijke instellingen: «Université Catholique de Louvain (UCLouvain)», «Université de Liège Agrobiotech (ULiège)», «Université Libre de Bruxelles (ULB)», «Katholieke Universiteit Leuven – KU Leuven», «Vrije Universiteit Brussel – VUB», Universiteit Gent (UGent)», «Instituut voor Natuur en Bos (INBO)»...;
 - De vertegenwoordigers van de «Houtketen»: «Belgische Houtconfederatie», «Nationale Federatie van Bosbouwexperten », bosbouwcoöperaties, boomkwekers...;
 - De eigenaars van publiek recht: provincies, gemeenten...;
 - Verenigingen of personen die geen eigenaar zijn: studenten, boswerkers, wetenschappers, leerkrachten, leden van de bosbouwadministraties en van verenigingen voor natuurbeheer, en al wie geïnteresseerd is in het bos.

De Raad van Bestuur kan werkende leden tot ereleden benoemen.

Toetredende leden:

Kunnen toetredende leden zijn, de personen, organismen of verenigingen die daarom verzoeken; hun lidmaatschap moet worden goedgekeurd door de Raad van Bestuur, die de diensten bepaalt waarvan zij kunnen genieten.

Toetredende leden hebben geen stemrecht op de Algemene vergadering.

De hoedanigheid van werkend en toetredend lid impliceert van rechtswege de instemming met deze statuten en de huishoudelijke reglementen, indien deze bestaan.

Artikel 4

De Raad van Bestuur beslist soeverein over de goedkeuring van een nieuw lid; hij moet een eventuele weigering niet motiveren.

Artikel 5

Het ontslag van een werkend of toetredend lid wordt per brief aan de Raad van Bestuur medegedeeld. Wordt geacht ontslag te hebben genomen, het lid dat in gebreke blijft van de betaling van de jaarlijkse bijdrage binnen de twee maanden volgend op de oproep tot betaling.

Artikel 6

Op voorstel van de Raad van Bestuur bij eenvoudige meerderheid kan de Algemene Vergadering beslissen bij tweederde meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen een lid uit te sluiten en dit in overeenstemming met de wet. Het ontslagnemend of uitgesloten werkend of toetredend lid en hun rechthebbenden evenals de rechthebbenden van het overleden lid hebben geen enkel recht op het vermogen van de vereniging.

Artikel 7

De Raad van Bestuur houdt een ledenregister volgens de regels bepaald in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarin de raadplegingsvoorwaarden zijn vastgelegd.

Bijdragen

Artikel 8

De bijdragen zijn jaarlijks, op voorhand, betaalbaar. Het maximum wordt vastgesteld, rekening houdend met de index van de consumptieprijzen van december 2019 (basisindex), op:

- voor de werkende leden: tienduizend euro per jaar
- voor de toetredende leden : tweehonderd euro per jaar

De bedragen van de verschillende bijdragen worden bepaald door rekening te houden met de oppervlakte van de landelijke eigendommen van de leden, de gekozen diensten, het statuut van de eigendom en/of in functie van de aard van de activiteit die er wordt uitgeoefend.

De Raad van Bestuur beslist soeverein over het bedrag van de bijdragen binnen het hierboven bepaalde kader. De Raad van Bestuur kan, volgens de voorwaarden die hij bepaalt, aan de gewestelijke vzw's « Propriétaires Ruraux de Wallonie - Nature, Terres et Forêts » ASBL (NTF) en «Landelijk Vlaanderen» VZW (LVI) een mandaat geven om de bijdragen van haar leden te innen.

De VZW mag giften en testamenten ontvangen binnen de voorwaarden bepaald door de wet.

Algemene Vergadering

Artikel 9

De Algemene Vergadering is samengesteld uit alle werkende leden.

De Algemene Vergadering bezit de bevoegdheden die haar uitdrukkelijk worden toegekend door de wet of door deze statuten. Behoort uitsluitend tot haar bevoegdheid:

1. De wijziging van de statuten
2. De benoeming en de afzetting van de bestuurders
3. In voorkomend geval, de benoeming van de commissarissen
4. De goedkeuring van de begrotingen en rekeningen
5. De kwijting aan de bestuurders en in voorkomend geval, de kwijting van de commissarissen
6. De ontbinding van de vereniging
7. De uitsluiting van leden
8. De omzetting van de vereniging in een vennootschap met een sociaal oogmerk;
9. Het uitvoeren of aanvaarden van een kosteloze inbreng van een gemeenschap.

Artikel 10

De vereniging komt ieder jaar verplicht bijeen in een gewone Algemene Vergadering tijdens het eerste semester. Het boekjaar wordt afgesloten op 31 december van elk jaar.

De Algemene Vergadering wordt samengeroepen door de Raad van Bestuur per gewone brief, door middel van een bericht in het tijdschrift van de vereniging of via een elektronisch postbericht met ontvangstmelding en dit ten minste 15 dagen voorafgaand aan de vergadering. De uitnodiging wordt ondertekend door de Secretaris van de Raad in naam van de Raad van Bestuur. De dagorde wordt vermeld in de uitnodiging. Alle voorstellen ondertekend door één twintigste van de leden dienen op de dagorde te worden geplaatst voor zover deze werden ontvangen voor de verzending van de uitnodiging. De Raad van Bestuur mag de Algemene Vergadering bijeenroepen telkens als hij dit nuttig acht.

Artikel 11

De werkende leden kunnen zich laten vertegenwoordigen op de Algemene Vergaderingen door een ander werkend lid in het bezit van een volmacht ondertekend door de volmachtgever, die uiterlijk 8 dagen voor de datum van de Algemene Vergadering werd verzonden of overhandigd aan de Raad van Bestuur op het adres van de maatschappelijke zetel. Niemand kan meer dan twee leden vertegenwoordigen, andere dan zichzelf.

Artikel 12

Behoudens publicatie in het Belgisch Staatsblad wanneer dit door de wet wordt vereist, worden de beslissingen van de Algemene Vergadering ter kennis gebracht van de leden door middel van een bericht in het tijdschrift van de vereniging of via omzendbrieven. De Raad van Bestuur brengt ze ter kennis van derden voor zover deze een gewettigd belang hebben.

Artikel 13

De Algemene Vergadering wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij diens afwezigheid, door een Ondervoorzitter of door de oudste aanwezige bestuurder.

Artikel 14

De besluiten worden bij eenvoudige meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden genomen behoudens andersluidende bepaling in de wet of in deze statuten. Voor het bepalen van de meerderheid wordt geen rekening gehouden met blanco en nietige stemmen, noch met onthoudingen. Bij staking van stemmen heeft de stem van de Voorzitter of van de bestuurder die hem vervangt de doorslag.

De Algemene Vergadering kan slechts geldig beraadslagen en besluiten over statutenwijzigingen wanneer de voorgestelde wijzigingen nauwkeurig zijn aangegeven in de oproeping en wanneer ten minste twee derde van de leden op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Is deze laatste voorwaarde niet vervuld, dan is een tweede bijeenroeping nodig en de nieuwe vergadering beraadslaagt en besluit op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. De tweede vergadering mag niet binnen vijftien dagen volgend op de eerste vergadering worden gehouden.

Artikel 15

De besluiten van de Algemene Vergadering worden ingeschreven in het register van de proces-verbalen en ondertekend door de Voorzitter en de Secretaris. Dit register wordt bewaard op de zetel waar alle leden er ter plaatse inzage kunnen van nemen. Iedere wijziging van de statuten wordt zonder verwijl neergelegd op de griffie van de Ondernemingsrechtbank en bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad. Dit geldt ook voor iedere benoeming of stopzetting van de functie van een bestuurder en in voorkomend geval van de commissarissen.

Bestuur

Artikel 16

De vereniging wordt bestuurd door een Raad samengesteld uit maximum 20 leden, volgens een beslissing die genomen wordt door de Raad van Bestuur zonder dat de wijziging van het aantal bestuurders binnen deze grenzen als een wijziging van de statuten zou kunnen beschouwd worden. Het aantal bestuurders moet in ieder geval lager zijn dan het aantal personen lid van de vereniging.

De Raad van Bestuur moet representatief zijn voor de verschillende groepen van werkende leden die in artikel 3 van deze statuten worden opgesomd; bijgevolg moet hij maximaal bestaan uit:

- 6 bestuurders als vertegenwoordigers van de privé-eigenaars die lid zijn van « Propriétaires Ruraux de Wallonie » - « Nature, Terres et Forêts », onder wie minstens 2 vertegenwoordigers van de kleine boseigendom, gedefinieerd als die van de eigenaars die een oppervlakte bezitten die kleiner is of gelijk aan 25 hectares op het moment van de benoeming;
- 2 bestuurders als vertegenwoordigers van de privé-eigenaars die lid zijn van “Landelijk Vlaanderen”, van wie 1 van de Bosgroepen;
- 3 bestuurders uit de gewestelijke Bosbouwadministraties, van wie 2 voor de Waalse of de Brusselse administratie en 1 voor de Vlaamse administratie;
- 3 bestuurders uit de wetenschappelijke of academische wereld, van wie 2 Franstalige en 1 Nederlandstalige;
- 3 bestuurders uit de Houtketen, van wie 1 van de « Nationale Federatie van Bosbouwexperten » ;
- 1 bestuurder die de eigenaars of instellingen van publiek recht vertegenwoordigt;
- 2 bestuurders als vertegenwoordigers van de verenigingen en leden die geen eigenaars zijn, of eigenaars die geen lid zijn van de gewestelijke verenigingen van eigenaars.

De Raad van Bestuur formuleert voorstellen in dat verband. Hij kan bovendien een voorstel doen tot benoeming van maximaal 2 gecoöpteerde leden, buiten de bovenstaande quota, die dezelfde rechten zullen hebben als de andere bestuurders.

In geval van overlijden of ontslag van één of meerdere bestuurders blijven de overige bestuursleden, in afwachting van de vervanging van eerstgenoemde bestuurder(s), de Raad van Bestuur vormen met dezelfde bevoegdheden alsof deze Raad volledig was.

Artikel 17

De duur van het mandaat van bestuurder wordt bepaald op vier jaar; éénmaal hernieuwbaar. De bestuurder is eventueel herverkiesbaar na een afwezigheid van twee jaar. Het mandaat is onbezoldigd.

Bij het openvallen van een mandaat zal er slechts in de vervanging worden voorzien ter gelegenheid van de Algemene Vergadering; de dan benoemde bestuurder voltooit het mandaat van deze die hij vervangt.

Wanneer een bestuurder de maximale leeftijd heeft bereikt, vastgelegd door de Raad van Bestuur, doet hij zijn mandaat uit en is hij niet meer verkiesbaar.

De duur van het mandaat van Voorzitter en van de Ondervoorzitters is vastgesteld op vier jaar; zij kunnen voor eenzelfde termijn worden herkozen. In geval van onderbreking van hun mandaat, kiest de Raad uit één van haar leden een nieuwe Voorzitter of Ondervoorzitter voor de verdere duur van de ambtstermijn.

De uittredende Voorzitter en Ondervoorzitters zijn éénmaal als leden van de Raad herverkiesbaar, zonder een afwezigheidsperiode van 2 jaar in acht te moeten nemen, zoals beschreven in de eerste alinea.

Artikel 18

De oproeping voor de Raad van Bestuur kan geldig gebeuren langs elektronische weg. De inhoud, de oproepingstermijn en de vorm van de oproeping worden bepaald door de wet, de statuten en het huishoudelijk reglement.

De Raad van Bestuur oefent alle machten uit, die niet van rechtswege aan de Algemene Vergadering zijn voorbehouden, of die niet uitdrukkelijk aan deze laatste werden toegekend door de statuten.

Hij kan met name:

- a) dadingen en compromissen aangaan, alle goederen, zowel roerende als onroerende, verkrijgen, ruilen en verkopen, onroerende goederen en zakelijke onroerende rechten met hypotheek belasten; leningen aangaan, huurovereenkomsten afsluiten van gelijk welke duur; alle legaten, subsidies, giften of overdrachten aanvaarden of weigeren; verzaken aan alle zakelijke rechten en ontbindende vorderingen; bijzondere machten verlenen aan mandatarissen van zijn keuze, al dan niet leden; hun wedden en lonen bepalen; in rechte verschijnen als aanlegger of als verweerder;
- b) de Voorzitter van de Raad van Bestuur, evenals de Ondervoorzitters kiezen onder zijn leden;

- c) de Secretaris, de Penningmeester en het personeel van alle diensten aanstellen, zelfs niet-leden; hun bevoegdheden bepalen, hen bepaalde bevoegdheden toekennen, hun wedde en bezoldigingen bepalen;
- d) een huishoudelijk reglement uitvaardigen en de toepassing ervan op zich nemen;
- e) afdelingen oprichten die aan de werkende leden worden voorbehouden en/of bijzondere voordelen en diensten toekennen aan de toetredende leden, zoals documentatie, studies en werken, bescherming, hulpverlening en raadgeving, enz... De Raad kan beslissen om deze voordelen en diensten te financieren;
- f) zich uitspreken over de goedkeuring van leden;
- g) het maatschappelijk doel interpreteren. Hij legt aan de Algemene Vergadering de rekeningen van het verlopen boekjaar en de begroting van het volgend jaar ter goedkeuring voor.

Artikel 19

In geval van afwezigheid van de Voorzitter worden zijn functies van rechtswege waargenomen door één van de Ondervoorzitters en bij gebreke hiervan door de oudste der aanwezige bestuurders, tenzij de Voorzitter zelf een andere bestuurder zou hebben aangeduid om hem te vervangen in geval van afwezigheid van de ondervoorzitters.

Artikel 20

De Raad van Bestuur kan geldig beraadslagen wanneer ten minste de helft van de bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De beslissingen van de Raad van Bestuur worden bij meerderheid der aanwezige of vertegenwoordigde leden genomen. Geen enkel bestuurslid kan meer dan twee volmachten bezitten. Voor het bepalen van de meerderheid wordt geen rekening gehouden met blanco en nietige stemmen, noch met onthoudingen.

Bij staking van stemmen is deze van de voorzitter of van de bestuurder die hem vervangt, doorslaggevend.

De stemmingen en de besluitvormingen kunnen geldig gebeuren langs elektronische weg.

Voor de goedkeuring door de Raad van een financiële operatie ten belope van meer dan de helft van het eigen vermogen, is een drie vierde meerderheid vereist.

Artikel 21

Behalve ingeval de Raad bijzondere bevoegdheden toekent, worden de daden die de vereniging verbinden (met uit bijdrazondering van deze van het dagelijks of gewoon bestuur), door de Voorzitter of door twee bestuurders ondertekend. Deze hoeven tegenover derden geen verantwoording af te leggen van de bevoegdheden die de Raad hen daartoe heeft toegekend.

Artikel 22

Voor rechtsplegingen als eiser of verweerder, treedt de Voorzitter van de Raad of de bestuurder die hem vervangt in rechte op.

Artikel 23

Alle daden van gewoon of dagelijks beheer worden geldig gesteld door de bestuurder of zelfs door een derde, die de Raad onder zijn verantwoordelijkheid hiertoe aangesteld heeft.

Wanneer de Raad van Bestuur een beslissing moet nemen of zich moet uitspreken over een operatie die tot haar bevoegdheid behoort en ten aanzien waarvan een bestuurder een rechtstreeks of onrechtstreeks belang heeft van patrimoniale aard dat tegengesteld is aan het belang van de vereniging, dan moet die bestuurder de andere bestuurders kennis ervan in kennis stellen vooraleer het bestuursorgaan een beslissing neemt. Diens verklaring en uitleg over de aard van dit tegenstrijdig belang moeten vermeld worden in het verslag van de vergadering van de Raad van Bestuur die deze beslissing moet nemen. Het is de Raad van Bestuur niet toegelaten deze beslissing te delegeren.

De bestuurder in wiens hoofde er een belangenconflict is, kan niet deelnemen aan de beraadslagingen van de Raad van Bestuur over deze beslissingen of deze operaties, en kan ook niet deelnemen aan de stemming over dit punt. Indien er een belangenconflict bestaat in hoofde van de meerderheid van de aanwezige of

vertegenwoordigde bestuurders, wordt de beslissing of de operatie voorgelegd aan de Algemene Vergadering; als deze laatste instemt met de beslissing of de operatie, dan mag de Raad van Bestuur ze uitvoeren.

Ontbinding

Artikel 24

Uitgezonderd in geval van juridische of feitelijke ontbinding mag tot ontbinding van de vereniging slechts beslist worden door de Algemene Vergadering conform de wet en de huidige statuten. De Algemene Vergadering zal de vereffenaar of vereffenaars aanduiden, zij zal hun bevoegdheden en de voorwaarden tot vereffening bepalen.

In geval van ontbinding der vereniging zal het netto-actief overgedragen worden aan de twee gewestelijke VZW's, bovengenoemd onder artikel 8, voor zover hun sociale doeleinden gelijkwaardig zijn aan deze van de Koninklijke Belgische Bosbouwmaatschappij. De verdeelsleutel gebeurt pro rata de bosoppervlakten van het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest, op basis van dewelke de bijdragen der leden werden opgemaakt van de drie entiteiten ("Koninklijke Belgische Bosbouwmaatschappij V.Z.W.", "Propriétaires Ruraux de Wallonie-Nature, Terres et Forêts, A.S.B.L." en "Landelijk Vlaanderen, V.Z.W.").

In geval dit niet mogelijk blijkt, zal het netto-actief worden overgedragen aan één of meer gelijkwaardige of wetenschappelijke instellingen, aangeduid door de Algemene Vergadering op voordracht van de Raad van Bestuur. Er zal nooit kunnen besloten worden, zelfs niet door wijziging van de statuten, dat het maatschappelijk kapitaal verdeeld wordt tussen de leden, tenzij in geval van uitvoering van een eventueel ontbindend of herroepend beding of terugkeer van het goed.

Overgangsbepaling:

De Algemene Vergadering beslist, met het oog op de naleving van het gewijzigde artikel 16 van de statuten, dat het aantal bestuursleden (thans 27) geleidelijk zal worden teruggebracht tot 20. Er is dus een termijn nodig die wordt vastgelegd op maximaal 8 jaar; de gewone Algemene Vergadering van 2025 zal er dus voor moeten zorgen dat deze bepaling van de statuten effectief wordt.

*Version officielle reprise au Moniteur belge
le 2020-12-02 / 0143431 (FR)
et le 2020-11-13 / 0134499 (NL)*